

Les agriculteurs ont levé tous les blocages après des assurances du gouvernement

© 13/06/2018 | Terre-net Média

Les agriculteurs avaient levé tous leurs blocages de raffineries et dépôts de carburant mercredi en début de soirée, après que la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs (JA) ont obtenu des garanties du ministre de l'agriculture Stéphane Travert.



Blocages menés par les agriculteurs (@Jeunes Agriculteurs)

En début de soirée, les agriculteurs avaient quitté les dix-huit sites bloqués depuis dimanche, a indiqué une porte-parole de la **FNSEA** à l'AFP. « Il y a eu des points d'avancée, des points de déception et des engagements à travailler plus », avait expliqué plus tôt dans la journée la présidente de la FNSEA Christiane Lambert, lors d'une conférence de presse avec le patron des **JA**, Jérémy Decerle, à l'issue d'une nuit de négociation au ministère de l'agriculture.

Stéphane Travert a précisé dans une lettre en milieu de journée les **engagements du gouvernement**. « Les agriculteurs avaient besoin qu'on rappelle notre niveau d'exigence et de fermeté » sur la Politique agricole commune (**Pac**) et les **accords internationaux**, « pour lesquels nous avons besoin de nous inscrire dans le cadre européen », a assuré le ministre lors d'un point presse. Par exemple, Stéphane Travert s'engage « à porter auprès de (ses) homologues européens et de la Commission non seulement la pérennisation, mais aussi l'extension à d'autres produits » de l'**étiquetage de l'origine des ingrédients** dans les plats préparés, objet d'un essai de deux ans en France. Le ministre a également rassuré les agriculteurs en sortant des limbes où il était tombé le **Comité de rénovation des normes en agriculture** (Corena), annoncé par le gouvernement lors de la crise du lait de 2015, et dont la première réunion aura finalement lieu le 13 juillet prochain.

Concernant l'**importation d'huile de palme** par le géant pétrolier Total, qui est à l'origine de la mobilisation des syndicats majoritaires, « nous souhaitons que Total aille plus loin » que les 50 000 tonnes de colza qu'il s'est engagé à acheter auprès des producteurs français et qu'il contractualise avec eux « pour qu'ils vivent dignement de leur production », a indiqué le ministre. « Après à nous de contrôler, valider, vérifier, si Total est au rendez-vous des engagements pris et du soutien qu'il doit apporter à la filière », a-t-il ajouté.

Pas d'allègement du coût du travail

« Le sujet de déception, c'est que nous n'avons pas obtenu d'allègement du coût du travail pour les travailleurs saisonniers », a indiqué Christiane Lambert. « Tout ne s'arrête pas aujourd'hui, on continue à travailler, mais l'affirmation que nous attendions c'est la reconnaissance des distorsions » de concurrence, a ajouté Christiane Lambert. Les agriculteurs ont lancé leur mouvement dimanche soir pour protester contre l'importation de produits agricoles, et plus particulièrement de l'huile de palme, qui ne respectent pas, selon eux, les normes françaises et européennes.

La **fin des blocages** s'est échelonnée dans la journée et a eu lieu dans le calme le plus souvent, excepté à l'entrée du port fluvial Edouard Herriot à Lyon, où les agriculteurs sont partis sous la pression des CRS mercredi matin. « Ça ne nous arrive pas souvent de nous faire déloger par la police comme ça. Ça a l'air d'être une méthode Macron », a réagi auprès de l'AFP Michel Joux, président de la FRSEA Auvergne-Rhône-Alpes. « À nos troupes, on n'a pas fait miroiter des choses, on avait conscience que les discussions allaient être longues et difficiles. Ça ne veut pas dire qu'on les arrête, qu'on ne continue pas à travailler et à négocier », a indiqué Franck Sander, président de la FDSEA du Bas-Rhin, après la levée des blocages des agriculteurs aux dépôts de

carburants et de pétrole de Strasbourg et Reichstett. La FRSEA et les JA de Normandie ont pour leur part décidé de suspendre en milieu de journée le blocage de la raffinerie de Gonfreville l'Orcher, mais « appellent leurs adhérents à rencontrer les parlementaires, en particulier les sénateurs, qui doivent examiner la loi alimentation à partir du 26 juin », ont ils indiqué dans un communiqué.